

Cote du document: EB 2011/102/R.24
Point de l'ordre du jour: 12 d) i)
Date: 12 avril 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt supplémentaire à la République dominicaine au titre du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire pour le

Projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Marco Camagni
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2576
courriel: m.camagni@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Fonctionnaire responsable des
organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent deuxième session
Rome, 10-12 mai 2011

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation pour approbation	1
I. Le Projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	6
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	7
Annexe	8
Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	
Appendices	
I. Documentos básicos de referencia (Principaux documents de référence)	1
II. Marco lógico (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique
BID	Banque interaméricaine de développement
PACTA II	Projet d'appui à l'amélioration de la compétitivité dans le secteur agroalimentaire
S&E	Suivi-évaluation

Dominican Republic



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République dominicaine

Projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République dominicaine
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture
Coût total du projet:	48,46 millions d'USD
Montant du prêt du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire:	11,43 millions d'EUR (équivalant approximativement à 16 millions d'USD)
Conditions du prêt du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
Montant du prêt du FIDA (tel qu'approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en avril 2010):	9,25 millions de DTS (équivalant approximativement à 14 millions d'USD)
Cofinanceurs:	Institutions financières nationales: 9,46 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	5,31 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	3,68 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt supplémentaire à la République dominicaine au titre du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire pour le Projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est, telle qu'elle figure au paragraphe 37.

Proposition de prêt supplémentaire à la République dominicaine pour le Projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est

I. Le Projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. La République dominicaine possède des avantages comparatifs pour les produits agricoles – tant traditionnels que biologiques – qui font l'objet d'une demande croissante sur les marchés mondiaux et nationaux. Les chaînes de valeur et les organisations de producteurs présents dans le pays bénéficient d'un environnement favorable. Quatre chaînes de valeur prometteuses, favorables aux pauvres, ont été identifiées (café, cacao, fruits et légumes) et le projet vise, entre autres, à promouvoir l'intégration des petits producteurs au sein de celles-ci. Le projet contribuera à la création d'emplois et de microentreprises au profit des populations les plus démunies, en forgeant des partenariats avec d'autres programmes de développement économique et social en cours.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire accorde à la République dominicaine un prêt d'un montant de 11,43 millions d'EUR (équivalant approximativement à 16 millions d'USD), à des conditions ordinaires, afin de cofinancer le Projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est, approuvé par le Conseil d'administration en avril 2010 (document EB 2010/99/R.24/Rev.1 – prêt du FIDA 811-DO). À la demande de la République dominicaine, le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire remplace la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) en qualité de cofinancier. Le prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. Par suite de l'approbation du prêt du FIDA 811-DO par le Conseil d'administration à sa session d'avril 2010, l'allocation fixée pour la République dominicaine pour le cycle SAFP 2010-2012 a été engagée.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. La République dominicaine est en mesure d'absorber et d'assurer le service du prêt proposé. La dette extérieure du pays est gérée dans le cadre de l'accord de confirmation conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) en novembre 2009. En 2009, la dette extérieure s'élevait au total à 8,2 milliards d'USD (soit 20% du

PIB). Depuis 1980, le total du financement octroyé par le FIDA à la République dominicaine représente 56 millions de DTS.

Flux de fonds

5. Les fonds provenant du prêt seront déposés sur un compte libellé en euros ouvert à cet effet. Les demandes de retrait de fonds seront traitées par les signataires agréés désignés par le Ministère des finances.

Modalités de supervision

6. Le projet sera directement supervisé par le FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Aucune dérogation n'est envisagée.

Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du prêt qui ont trait à la gouvernance: i) la réalisation d'audits annuels indépendants, dans le respect des normes internationales et des directives du FIDA relatives à l'audit des projets; et ii) l'intégration, au sein de l'UGP, d'un auditeur du Bureau du vérificateur général du Ministère de l'agriculture et d'un auditeur de la Cour nationale des comptes chargés d'examiner au préalable toutes les dépenses.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

9. Le projet sera mis en œuvre dans 20 provinces du centre et de l'est du pays. Le groupe cible est composé de 88 643 familles de producteurs vivant dans la pauvreté et l'extrême pauvreté. Les bénéficiaires directs, soit 24 000 ménages, sont des petits producteurs pauvres (19 000), des femmes, des jeunes et des paysans sans terre (5 000).

Méthode de ciblage

10. La stratégie de ciblage du projet est en harmonie avec la politique du FIDA en la matière et met à profit les enseignements tirés des opérations antérieures du FIDA dans une optique d'intégration effective des groupes les plus défavorisés. Le projet appliquera un panachage de ciblage direct et d'autociblage, en fonction des demandes et des priorités des communautés, groupes et organisations.

Participation

11. Le projet encouragera et garantira la participation des bénéficiaires. Des autodiagnostic appuyés par le projet permettront de concevoir et d'établir des plans d'activité et de développement sur une base participative. Les bénéficiaires feront partie des comités chargés d'examiner et d'approuver lesdits plans et prendront part à la sélection des prestataires de biens et services ainsi qu'au suivi-évaluation (S&E).

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

12. Le but du projet est de contribuer à réduire les niveaux de pauvreté et d'extrême pauvreté dans les zones rurales de la République dominicaine. L'objectif est d'accroître les revenus et les ressources des populations pauvres – hommes, femmes et jeunes – ciblées par le projet dans 20 provinces du Centre et de l'Est, grâce à leur insertion constante et mutuellement avantageuse au sein de chaînes de valeur dynamiques et écologiquement viables.
13. Ses objectifs spécifiques sont les suivants: i) promouvoir et renforcer les capacités des bénéficiaires et de leurs organisations; ii) améliorer l'accès des organisations de petits producteurs à des marchés et chaînes de valeur dynamiques; et iii) promouvoir l'accumulation de capital par les petits producteurs agricoles, les

organisations de producteurs et les microentrepreneurs, en favorisant un accès durable aux marchés financiers.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

14. Dans le cadre de la Stratégie nationale de développement et du Programme de développement, le gouvernement a demandé l'appui du FIDA dans deux domaines clés: i) la sécurité alimentaire nationale, en particulier pour les populations les plus pauvres et les plus vulnérables; et ii) la compétitivité du secteur des petits producteurs ruraux, compte tenu des possibilités offertes par le marché national et international et de l'impact du Traité de libre-échange entre l'Amérique centrale, la République dominicaine et les États-Unis (CAFTA-DR).

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

15. Mettant à profit les quelque 30 années de collaboration dans le pays, ce projet – ainsi que celui approuvé en avril 2009 – contribue grandement à consolider le rôle joué par le Fonds, en sa qualité de partenaire stratégique du gouvernement dans des domaines relevant de sa mission, dans le droit fil du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP). Le projet est en harmonie avec la stratégie et les politiques du FIDA destinées à accroître les revenus et à améliorer les conditions de vie des populations rurales pauvres: i) en renforçant les organisations et le capital humain et social; ii) en développant et en facilitant l'accès aux marchés ainsi que les services d'appui et financiers; iii) en favorisant la parité hommes-femmes et la gestion des ressources naturelles et de l'environnement; et iv) en accordant la priorité aux populations les plus défavorisées et aux groupes les plus désavantagés par le biais de mécanismes de ciblage spécifiques.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

16. Les objectifs et approches du projet s'inscrivent dans le droit fil de la Stratégie nationale de développement 2010-2030, des priorités sectorielles du Ministère de l'agriculture et des politiques économiques gouvernementales. Le projet vise l'intégration des petits producteurs au sein de chaînes de valeur, conformément aux objectifs stratégiques fixés par la Stratégie nationale de développement, grâce: i) à l'accroissement de la productivité et à l'amélioration de la gestion après récolte; ii) au respect des normes internationales phytosanitaires et à l'adoption de pratiques écologiquement viables; iii) à la formation à la gestion entrepreneuriale; et iv) au renforcement des relations entre producteurs et marchés. En ce qui concerne les services financiers ruraux, le projet proposé est aligné sur les efforts nationaux visant à mobiliser des ressources provenant du système financier privé et à créer un système national d'assurance récolte et un fonds de garantie.

Harmonisation avec les partenaires du développement

17. Conçu dans une optique de programme de pays, le présent projet vient compléter le projet approuvé l'année passée pour les 11 provinces limitrophes d'Haïti. Les activités seront harmonisées avec celles du principal partenaire, à savoir la Banque interaméricaine de développement (BID), qui finance le Projet d'appui à l'amélioration de la compétitivité dans le secteur agroalimentaire (PACTA II), dont la mise en œuvre sera étroitement coordonnée avec les deux projets du FIDA sous l'égide du Ministère de l'agriculture. Les liens seront renforcés avec les projets d'infrastructures de l'Union européenne; avec l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), qui a accordé un appui financier au réseau public-privé pour les chaînes de valeur (AgroRED); et avec le Gouvernement italien, qui finance le programme ART GOLD (Articulation des réseaux territoriaux et thématiques de coopération en développement humain – Gouvernance et développement local), une initiative du Programme des Nations Unies pour le développement.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

18. Le projet comprend quatre composantes: i) renforcement du capital humain et organisationnel (8%); ii) développement des possibilités de commercialisation (17%); iii) financement d'initiatives de commercialisation et d'emploi (69%); et iv) gestion du projet et S&E (6%).

Catégories de dépenses

19. Trois catégories de dépenses seront financées par le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire: i) véhicules et équipement (3% des coûts de base); ii) cofinancement des avoirs productifs agricoles, des activités agroalimentaires et des microentreprises rurales (93%); et iii) dépenses de fonctionnement (4%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

20. Les principaux partenaires sont le Ministère de l'agriculture et le comité de pilotage du projet, qui est présidé par le Ministère de l'agriculture et comprend des représentants du Ministère des finances et du Ministère de l'économie, de la planification et du développement. Les autres partenaires sont des ONG nationales et internationales et des entreprises privées pour la fourniture de services techniques spécialisés, des organisations de producteurs de deuxième et troisième rang (y compris la Confédération nationale des producteurs de cacao de la République dominicaine [CONACADO] et la Fédération des producteurs de café de la Région Sud [FEDECARES]) et les partenaires des chaînes de valeur.

Responsabilités en matière d'exécution

21. L'exécution du projet sera confiée au Ministère de l'agriculture, par le biais de l'unité d'exécution du projet (UEP), créée en 2010 pour gérer les projets financés par le FIDA et la BID. L'exécution du projet sera décentralisée: le gouvernement conservera le contrôle des décisions relatives aux stratégies et aux politiques, de la planification et de la supervision, et délèguera à des organisations du secteur privé ou à des institutions publiques, par le biais de contrats spécifiques ou d'accords subsidiaires, les responsabilités effectives d'exécution.

Rôle de l'assistance technique

22. Le projet vise essentiellement à renforcer les capacités locales et institutionnelles à trois niveaux: i) renforcement institutionnel des groupements et organisations ainsi que des consortiums de chaînes de valeur; ii) renforcement des capacités de production; et iii) renforcement des capacités d'exécution des projets du Ministère de l'agriculture. La fourniture d'une assistance technique spécialisée sera confiée à des prestataires externes ou bien sera assurée par les acteurs des chaînes de valeur, les organisations de producteurs de deuxième ou troisième rang, ou encore les techniciens du Ministère de l'agriculture.

Situation des principaux accords d'exécution

23. En accord avec la BID et l'IFAD, le Ministère de l'agriculture a mis en place l'UEP, qui est chargée de l'exécution des deux projets du FIDA et du PACTA II, projet financé par la BID. Plusieurs prestataires de services ont émis des manifestations d'intérêt qui pourront être formalisées dès le démarrage du projet. Concernant les organisations de deuxième et troisième rang (CONACADO, FEDECARES, etc.) – chefs de file des chaînes de valeur –, les accords préliminaires existants pourraient eux aussi être formalisés lors du démarrage. S'agissant de la participation d'institutions financières, comme les banques ADOPEM et ADEMI, des manifestations d'intérêt écrites existent.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

24. Le coût total du projet est de 48,46 millions d'USD. Les principales sources de financement sont: le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (33%); le FIDA (29%); le gouvernement (11%); les bénéficiaires (8%); et les institutions financières nationales (19%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

25. Les services fournis dans le cadre du projet bénéficieront principalement à 19 000 petits producteurs et à 5 000 femmes et jeunes. Les avantages générés seront notamment les suivants: i) 50% au moins des bénéficiaires du projet auront un accès permanent à des chaînes de valeur, et 100% auront un accès amélioré aux marchés; ii) le total des ventes des producteurs bénéficiaires augmentera d'au moins 10% l'an; iii) 27 microentreprises seront créées; iv) 5 000 producteurs non organisés (dont 30% de femmes) deviendront membres d'organisations; v) 30% des organisations de premier rang établiront des liens avec les organisations de deuxième rang, et 90% des organisations concernées verront leur renforcement institutionnel s'améliorer; et vi) la productivité augmentera de 20%, 60% des producteurs rempliront les critères de commercialisation requis, et 80% appliqueront de meilleures pratiques agricoles.

Viabilité économique et financière

26. Une analyse économique et financière a été réalisée après examen d'un certain nombre de modèles d'exploitation, d'ajout de valeur après récolte et de microentreprises. Les indicateurs économiques suivants ont été appliqués pour évaluer le projet: taux interne de rentabilité économique (TRE), valeur actuelle nette (VAN) et rapport coûts-avantages, calculés sur une période de 20 ans et avec un facteur d'actualisation de 4,27%. Les résultats donnent un TRE de 26,6%, une VAN de 154,4 millions d'USD et un rapport coûts-avantages de 15,4%. La sensibilité à la réduction des avantages et à l'augmentation des coûts est faible: malgré une diminution des avantages à hauteur de 20% et une augmentation des coûts à hauteur de 30%, le TRE est encore de quelque 12%.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

27. L'unité de S&E du projet sera chargée de la collecte, de l'analyse et du partage des savoirs afin de transformer ceux-ci en apprentissage et de les intégrer aux activités du projet, ainsi que de la promotion du partage des savoirs auprès des partenaires du projet et autres parties prenantes. Des ateliers annuels permettront de systématiser les expériences. Une page web consacrée au projet sera créée et offrira des informations sur l'exécution ainsi qu'un observatoire permanent des chaînes de valeur, et des événements destinés à l'échange d'expériences seront organisés. Une attention spéciale sera accordée à l'échange des savoirs dans une logique intégrée de programme de pays en République dominicaine et en rapport avec les opérations basées en Haïti.

Innovations en matière de développement

28. Les principales innovations pour le pays sont les suivantes: i) la stratégie de ciblage et de parité hommes-femmes; ii) les mécanismes d'intervention axés sur l'intégration au sein de chaînes de valeur favorables aux pauvres; iii) la stratégie de financement en partenariat avec le secteur privé; et iv) une démarche d'agriculture durable mettant l'accent sur l'agriculture biologique et l'adaptation au changement climatique.

Approche d'élargissement

29. Le projet constitue une priorité pour le gouvernement et pour le Ministère de l'agriculture dans la mesure où il est mis en œuvre dans des zones où la concentration de pauvreté est forte et où le FIDA n'est jamais intervenu. De plus, il

comporte un ciblage novateur des petits producteurs étant donné qu'il reproduit des expériences déjà existantes dans le pays, avec une durabilité accrue et à plus grande échelle. Les savoirs et l'expérience acquis, une fois analysés et validés par le système de S&E, permettront d'appliquer à plus grande échelle l'approche proposée, au profit d'autres petits producteurs.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

30. Le projet doit faire face à quatre risques majeurs: i) un risque de marché; ii) le risque de conditions climatiques hostiles; iii) le risque d'un accès limité au financement commercial, qui pourrait faire naître des difficultés; et iv) le risque d'exclusion des populations extrêmement pauvres du fait de l'approche "chaîne de valeur".
31. Le premier risque sera atténué grâce aux chaînes de valeur, qui garantiront un accès plus stable aux marchés. Le deuxième risque sera atténué avec la promotion de meilleures pratiques agricoles adaptées au changement climatique et avec l'appui à la mise en place de systèmes d'assurance. Le troisième risque pourrait être atténué grâce à un suivi et à l'appui constant du FIDA en vue du développement des marchés financiers ruraux, et le quatrième risque par l'application stricte de mécanismes de ciblage direct et par le suivi et la supervision assurés par le FIDA.

Classification environnementale

32. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B car il ne devrait pas avoir d'impact négatif notable sur l'environnement.

K. Durabilité

33. Les principaux éléments en appui à la durabilité sont les suivants: i) le renforcement institutionnel, le renforcement des capacités et l'accumulation de capital par les organisations ciblées et par leurs membres; ii) la consolidation d'alliances stratégiques effectives et à long terme avec des acteurs clés du secteur privé (transformateurs, acheteurs, commerçants, etc.) tout au long de la chaîne de valeur; et iii) la mise en place de mécanismes de financement permanents et durables.

II. Instruments juridiques et autorité

34. Un accord de financement entre la République dominicaine et le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
35. La République dominicaine est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, agissant par l'intermédiaire du FIDA en qualité de fiduciaire.
36. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement supplémentaire proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, agissant par l'intermédiaire du FIDA en qualité de fiduciaire, fera à la République dominicaine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à onze millions quatre cent trente mille euros (11 430 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Convenio de financiación negociado: "Proyecto de Desarrollo Económico Rural en el Centro y Este"

(Negociaciones concluidas el 21 de marzo de 2011)

Número del Préstamo del Fondo Fiduciario: [insertar número]

Proyecto de Desarrollo Económico Rural en el Centro y Este (el "Proyecto")

La Facilidad Financiera de España para la Cofinanciación de la Seguridad Alimentaria (el "Fondo Fiduciario")

Y

La República Dominicana (el "Prestatario")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

Preámbulo

CONSIDERANDO que la Junta Ejecutiva del Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "FIDA") en su 100 período de sesiones aprobó el instrumento por el que se crea la Facilidad Financiera de España para la Cofinanciación de la Seguridad Alimentaria ("Fondo Fiduciario") y asimismo autorizó que el Fondo Fiduciario, actuando mediante el Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola ("FIDA") en su capacidad de Fideicomisario del Fondo Fiduciario, contrajera un convenio de préstamo con el Reino de España (España);

CONSIDERANDO que España y el FIDA, en su capacidad de Fideicomisario del Fondo Fiduciario, han contraído un Convenio de préstamo con fecha 28 diciembre 2010;

CONSIDERANDO que el FIDA ha concedido un préstamo al Prestatario ("Financiamiento FIDA") por el importe de DEG 9 250 000 para asistir en la financiación del Proyecto de acuerdo con los términos y condiciones establecidos en el Convenio de Financiamiento del FIDA Número 811-DO de fecha 25 mayo 2010 ("Convenio de Financiamiento 811-DO FIDA");

CONSIDERANDO que la Sección E 1 del Convenio de Financiamiento 811-DO FIDA indica como motivo de suspensión adicional de susodicho convenio que el Prestatario no logre confirmar el espacio fiscal para la financiación adicional de USD 16 millones prevista en el diseño del Proyecto antes del 31 de Diciembre 2011, así como no logre identificar un financiador y/o donante para tal importe;

CONSIDERANDO que el Prestatario ha confirmado el espacio fiscal para la financiación adicional de USD 16 millones, y que, mediante el FIDA, ha logrado identificar un financiador, el Fondo Fiduciario, para tal importe;

CONSIDERANDO que el Prestatario ha solicitado un préstamo adicional del Fondo Fiduciario con el propósito de incrementar el financiamiento con respecto al Proyecto, tal y como se describe en el Anexo 1 del Convenio de Financiamiento 811-DO FIDA.

Por lo tanto, las Partes acuerdan lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, el Cuadro de asignaciones (Anexo 1 del presente Convenio) y la Descripción del Proyecto y Disposiciones de ejecución del Convenio de Financiamiento 811-DO FIDA (Anexo 1 del Convenio de Financiamiento 811-DO FIDA).
2. Se adjuntan al presente convenio las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009, en sus sucesivas versiones enmendadas, (las "Condiciones Generales") y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.
3. El Fondo Fiduciario proporcionará un Préstamo del Fondo Fiduciario al Prestatario (la "Financiación del Fondo Fiduciario"), que el Prestatario utilizará para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. El monto del Préstamo del Fondo Fiduciario es de 11 430 000 Euros.
2. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias por un plazo de 18 años incluyendo un período de gracia de tres (3) a partir de la fecha en que el Fondo Fiduciario haya determinado que se han cumplido todas las condiciones generales previas para el retiro de fondos. La tasa de interés será el Tipo de Interés de Referencia del Fondo aplicable a los Préstamos del Fondo Fiduciario.
3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo del Fondo Fiduciarios será el Euro.
4. El primer día del Ejercicio Financiero aplicable será el indicado en el Convenio de Financiamiento 811-DO FIDA.
5. Los pagos del capital y los intereses serán pagaderos cada 15 de mayo y 15 de noviembre.
6. El Prestatario proporcionará financiación de contrapartida para el Proyecto de conformidad con el Convenio de Financiamiento 811-DO FIDA.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto será el indicado en el Convenio de Financiamiento 811-DO FIDA.
2. La Fecha de Terminación del Proyecto será el sexto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

Sección D

El Préstamo del Fondo Fiduciario será administrado y el Proyecto será supervisado de conformidad con el Convenio de Financiamiento 811-DO FIDA.

Sección E

1 Se considera que, además de las condiciones generales previas indicadas en las Condiciones Generales, el Prestatario no podrá efectuar retiro de fondos hasta que las siguientes condiciones se hayan cumplido:

- a) que se haya efectuado el primer retiro de fondos del Convenio de Financiamiento 811-DO FIDA; y
- b) que el Gobierno haya abierto una cuenta designada para recibir fondos del Préstamo del Fondo Fiduciario por adelantado.

2. El presente Convenio está sujeto a la ratificación del Congreso Nacional del Prestatario.

3. Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionados con el presente Convenio:

Por la Facilidad Financiera de España para
la Cofinanciación de la Seguridad Alimentaria:

Presidente del Fondo Internacional de
Desarrollo Agrícola en su capacidad de Fideicomisario de
La Facilidad Financiera de España para la Cofinanciación
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

Por el Prestatario:

Ministro de Hacienda
Ministerio de Hacienda
Avenida México no 45, Gazcue
Santo Domingo
República Dominicana

El presente Convenio, de fecha [insertar fecha], se ha preparado en idioma español en seis (6) copias originales, tres (3) de las cuales son para el Fondo Fiduciario y las otras tres (3) para el Prestatario.

Por la Facilidad Financiera de España para
la Cofinanciación de la
Seguridad Alimentaria
[insertar nombre y cargo]

Por el Prestatario
[insertar nombre]

Anexo 1

Cuadro de asignaciones

1. *Asignación de los recursos del Préstamo del Fondo Fiduciario.* En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo del Fondo Fiduciario y la asignación de los montos del Préstamo del Fondo Fiduciario a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo del Fondo Fiduciario asignado (expresado en Euro)	Porcentaje de financiación
I. Vehículos y Equipos	300 000	100% sin impuestos
II. Fondos de Cofinanciamiento de Activos Productivos Agrícolas y de Agroindustria, y MER	10 690 000	100% sin impuestos y sin contribución beneficiarios
III. Costos de Operación	440 000	100% sin impuestos
TOTAL	11 430 000	

2. Cualquier reasignación entre categorías será acordada por las Partes.

Documentos básicos de referencia

Documentos de referencia del país

Estrategia Nacional de Desarrollo 2010-2020 (Secretaría de Estado de Economía, Planificación y Desarrollo –SEPYD 2009).
Focalización de la Pobreza en la República Dominicana (ONAPLAN 2005).
Información estadística del sector agropecuario 1998-2007(SEA, 2008)
Plan Nacional de Competitividad Sistémica y Observatorio de Competitividad (CNC 2008).
Hacia una estrategia de desarrollo territorial rural en República Dominicana (SEPYD 2007)
Encuesta Nacional de Condiciones de Vida (ENCOVI) (Banco Central de la República Dominicana, 2004).

IFAD reference documents

Project design reports, key files and working papers
Preliminary draft of COSOP
Market Access. The 2009 Annual report on result and Impact of IFAD Operations (ARRI)
IFAD Rural Finance Policy
IFAD Targeting Policy
IFAD Gender Policy and Plan of Action
IFAD's administrative procedures, guidelines and procurement procedures
IFAD's environmental procedures and recommendations

Marco lógico

Resumen Narrativo	Indicadores ¹	Medios de Verificación	Supuestos
<p>FIN</p> <p>Contribuir a la reducción de los niveles de pobreza y pobreza extrema en áreas rurales de la República Dominicana</p>	<p>% de reducción en la malnutrición infantil</p> <p># de hogares que han incrementado el índice activos</p> <p># de hogares que han aumentado el nivel de ingreso monetario (desagregado por sexo, región y categoría de beneficiarios)</p> <p># de empleos rurales generados: permanentes y temporales</p>	<p>Estudio de base del proyecto y encuesta RIMS</p> <p>Evaluación de medio término</p> <p>Evaluación final y encuesta final RIMS</p> <p>Informes de seguimiento</p>	<p>El Gobierno mantiene la prioridad en la estrategia de reducción de la pobreza</p>
<p>PROPOSITO</p> <p>Incrementar los niveles de ingresos y los activos de hombres, mujeres y jóvenes pobres atendidos por el Proyecto en 20 provincias del Centro y Este, a través de su inserción permanente y de mutuo beneficio en encadenamientos dinámicos ambientalmente sostenibles</p>	<p>Al final del proyecto:</p> <ul style="list-style-type: none"> Por lo menos el 50% (12 000) de los productores/as beneficiarios/as del proyecto logran acceder y mantenerse en cadenas de valor Las ventas totales de productores/as atendidos aumentan en al menos 10% anual No menos del 90% de los planes de negocios aprobados son ejecutados satisfactoriamente (más del 90% de ejecución técnica y financiera) 102 microempresas poseen instalaciones de acopio, almacenamiento, transformación de la producción y mercadeo. La mayoría de productores/as atendidos/as expresan satisfacción con los bienes y servicios entregados por el proyecto Aumento en el número de organizaciones que cuenta con mujeres en la directiva 19 000 pequeños productores rurales pobres (30% mujeres), 3000 mujeres jefas de hogar y 2 000 jóvenes (30% mujeres) se benefician directa o indirectamente de las acciones del proyecto, desagregados por zona y tipo de actividad 	<p>Evaluación de medio término</p> <p>Evaluación final y encuesta final RIMS</p> <p>Informes de seguimiento</p> <p>Estudios puntuales</p> <p>Estudios de caso</p>	<p>Influencia política a nivel local/regional no interfiere con el desempeño estratégico del proyecto</p>
<p>RESULTADO 1: Fortalecimiento del capital Humano y Organizativo</p> <p>Hombres, mujeres y jóvenes beneficiarios del proyecto manejan sus actividades productivas con criterio empresarial y sus organizaciones se articulan para aprovechar mejores oportunidades de generación de ingreso</p>	<ul style="list-style-type: none"> 5 000 productores no organizados se integran a organizaciones, de los cuales al menos un 30% son mujeres El 100% de las organizaciones atendidas se vinculan a cadenas productivas y a mercados 30% de organizaciones de primer nivel se vinculan a organizaciones de segundo nivel Al menos el 80% de las organizaciones atendidas que realizan diagnósticos y análisis sistemáticos de las cadenas de valor a que están integradas No menos del 90% de las organizaciones atendidas evidencia mejoras en su fortalecimiento institucional, superando cada año al menos el 50% de las debilidades diagnosticadas Variación del número de organizaciones apoyadas según las tres categorías de fortalecimiento: incipientes, en transición y consolidadas 	<p>Informes de seguimiento</p> <p>Registros de los técnicos de campo</p> <p>Informes de evaluación Informe consolidado de diagnósticos y autoevaluaciones de las organizaciones</p> <p>Estudio de la participación de la Mujer en las organizaciones de productores</p>	<p>PARA TODOS LOS RESULTADOS:</p> <p>Niveles de importación de productos agrícolas se mantienen estables</p> <p>Niveles de flujo turístico se mantienen dentro de los rangos proyectados</p> <p>El Gobierno e instituciones satisfacen demandas de infraestructura y servicios sociales en las comunidades</p>
<p>RESULTADO 2: Desarrollo de Oportunidades de Negocios</p> <p>Organizaciones de pequeños productores han establecido relaciones comerciales con el sector privado para acceder a mercados e insertarse en encadenamientos más dinámicos mediante el mejoramiento y especialización de sus actividades productivas y económicas en empresas competitivas y sostenibles</p>	<ul style="list-style-type: none"> La productividad de la tierra aumenta en un 20% en predios atendidos 3000 mujeres jefas de hogar y 2000 jóvenes (30% mujeres) se insertan a la actividad productiva 60% de los productores atendidos han diferenciado sus productos para atender a nichos de mercado 60% de los productores atendidos cumplen con estándares de calidad e inocuidad requeridos por el mercado 80% de productores atendidos aplica buenas prácticas agrícolas (BPA) y de manufactura (BPM), según cultivo A partir del 3er año del proyecto al menos dos alianzas estratégicas se generan cada año dentro de las cadenas de valor seleccionadas A partir del 4to año del proyecto, cada organización atendida forma parte de un plan de negocios en ejecución 	<p>Registro de técnicos de campo</p> <p>Informes de seguimiento</p> <p>Informes de evaluación</p>	
<p>Resultado 3: Financiamiento de Iniciativas de negocio y empleo</p> <p>Las organizaciones de pequeños productores agropecuarios y microempresarios rurales se han capitalizado y han mejorado su perfil de riesgo, y se ha facilitado su acceso a mercados financieros sostenibles</p>	<ul style="list-style-type: none"> El 100% de las infraestructuras cofinanciadas concluidas están en funcionamiento y son administradas por organizaciones beneficiarias del FOCAP XX productores (30% mujeres) y organizaciones con acceso a crédito 3 000 beneficiarios/as y/o 150 grupos inician microempresas rurales El ratio de inversión del FOCAP por socio participante en cada plan de negocios es igual o menor a USD 1 500 Por lo menos XX productores (XX% mujeres) y XX organizaciones acceden a productos financieros rurales desarrollados a través del Fondo de Promoción de Alianzas Estratégicas 	<p>Registros de los técnicos de campo</p> <p>Reportes de las intermediarias financieras</p> <p>Informes de seguimiento</p> <p>Informes de evaluación</p>	

N